

Bruxelles, le 19.7.2019  
C(2019) 5551 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 19.7.2019**

**relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République  
centrafricaine**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19.7.2019

### relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323<sup>2</sup>, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre de l'action «Renforcement et participation de la société civile en République centrafricaine (REPASOCC)», il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2014-2020<sup>4</sup>, qui établit les priorités suivantes: (i) gouvernance économique et services sociaux, notamment l'éducation, (ii) réforme du secteur de sécurité et gouvernance démocratique, (iii) résilience rurale et création d'emploi. Dans les domaines hors concentration, l'appui à la société civile est mentionnée, ainsi que les mesures d'appui au système de l'ordonnateur national du Fonds européen de développement.
- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)<sup>5</sup> (ci-après l'«accord interne») consistent à renforcer la participation des Organisations de la société civile (OSC) aux processus participatifs de l'action publique, en particulier dans les secteurs clés prioritaires de la coopération UE-RCA.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République centrafricaine C(2017) 2747 final du 27.4.2017.

<sup>5</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

- (5) L'action intitulée «Renforcement et participation de la société civile en République centrafricaine (REPASOCC)» vise à: (i) renforcer l'organisation et structuration des OSC afin d'être capables d'apporter une valeur ajoutée comme acteur crédible de la gouvernance démocratique; (ii) soutenir la participation constructive et structurée des OSC dans l'ensemble du processus d'élaboration, de mise en œuvre et du suivi-évaluation des politiques publiques, aux cadres et mécanismes existants de dialogue État-société civile à l'échelle nationale; (iii) appuyer des initiatives de la société civile dans le cadre de l'amélioration de la cohésion sociale et des services de base aux populations, du développement économique et social inclusif, au niveau local promouvant l'égalité de genre et la cohésion sociale.
- (6) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (7) Conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1877 il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (8) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877.
- À cette fin la Commission conserve, en vertu de l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 les responsabilités en matière de gestion financière prévues au point 5.4.3 de l'annexe.
- (9) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et de l'article 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (10) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (11) La mesure prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE:

*Article premier*  
*La mesure*

La décision de financement, qui constitue la mesure pour la mise en œuvre de la décision de la Commission relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine, présentée en annexe est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante: «Renforcement et participation de la société civile en République centrafricaine (REPASOCC)», présentée en annexe.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 4 000 000 EUR, à financer sur les ressources du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

*Article 3*  
*Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 5.4.3 de ladite annexe.

*Article 4*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées<sup>6</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

*Article 5*  
*Subventions*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées en annexe. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans l'annexe sélectionnés conformément au point 5.4.1 de l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 19.7.2019

*Par la Commission*  
*Stefano Manservigi*  
*Directeur général*  
*Direction générale de la coopération*  
*internationale et du développement*

---

<sup>6</sup> Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.